

Communiqué de presse : Le collectif 65 Droits des femmes écrit aux candidats.

En 2017, le contexte politique, social et économique international comme national n'offre pas de répit pour tou-te-s celles et ceux qui œuvrent à plus d'égalité et de justice sociale. La banalisation des idées d'extrême-droite, l'arrivée des conservateurs au pouvoir (aux États-Unis et dans différents pays européens notamment) sont des signes inquiétants pour les droits des femmes, pour les droits des populations qui fuient les guerres, la tyrannie, l'homophobie ou la misère.

En France, au lendemain de l'élection du Président de la République Emmanuel Macron, la situation des femmes s'aggraverait par l'évolution du contexte social et politique et les reculs sociaux déjà engendrés par les dernières lois sur le travail. Les femmes sont les premières victimes de la précarisation et de la dégradation des conditions de travail ainsi que de la répression des mouvements sociaux. À toutes ces mesures que les femmes subissent de plein fouet, il va encore falloir rajouter la totalité des promesses du nouveau Président, avec au programme : surenchérir sur la loi travail cet été par ordonnances, supprimer 120000 postes de fonctionnaires, détruire un pan entier de l'assurance sociale sous couvert d'une « assurance chômage universelle », instaurer la retraite par points, supprimer les régimes spéciaux de retraite, etc.

Ces mesures anti sociales contribueront à précariser davantage la vie de tous et notamment des femmes, plus vulnérables, et à faire le lit de l'extrême-droite qui risque de continuer à croître et prospérer.

Nous saurons nous y opposer. Nos campagnes ne s'arrêtent pas après le second tour. Nous continuerons à revendiquer notre projet féministe et antiraciste de transformation sociale et à déconstruire le programme du Front National.

C'est pourquoi, à la veille des élections législatives, le COLLECTIF DROITS DES FEMMES 65 interpelle les candidats des circonscriptions du département sur les revendications suivantes et souhaite connaître leurs positions :

1) Nous voulons que cessent enfin les inégalités au travail, en termes de salaires, d'accès à l'emploi, de carrière, de temps de travail. Nous voulons l'égalité salariale et la revalorisation des salaires dans les métiers à prédominance féminine.

2) Nous voulons que soit garanti le droit d'accès à la contraception et à l'avortement dont la légitimité est sans cesse remise en cause. Nous voulons un égal accès à la santé et aux services publics garants d'une égalité de traitement pour toutes et tous.

Sur les Hautes-Pyrénées, le COLLECTIF DROITS DES FEMMES 65 exige :

Un meilleur financement du Planning Familial et du Centre de Planification ;

L'augmentation significative des interventions d'éducation à la sexualité dans les établissements scolaires ;

L'embauche de personnel soignant dans les hôpitaux ;

La réouverture des maternités de Lourdes et Lannemezan.

3) En 2017, nous voulons que cessent les violences sexuelles et sexistes à l'encontre des femmes : au travail, dans l'espace public comme à la maison.

Sur les Hautes-Pyrénées, le COLLECTIF DROITS DES FEMMES 65 exige :

L'amélioration de l'accueil et de l'accompagnement des victimes ;

L'augmentation du nombre de places dédiées aux femmes victimes de violences et à leurs enfants dans le dispositif d'hébergement.

4) En 2017, nous voulons des politiques volontaristes contre les stéréotypes de genre et contre l'homophobie, à l'école, dans les médias, dans la vie publique et privée.

Sur les Hautes-Pyrénées, le COLLECTIF DROITS DES FEMMES 65 exige :

La formation des enseignants à des pratiques qui permettent de rendre l'éducation égalitaire ;

L'augmentation du financement d'actions d'éducation populaire spécifiques pour l'égalité entre tous dès le plus jeune âge.

5) En 2017, nous voulons le renforcement de la prise en charge par les services publics de la petite enfance et des personnes âgées dépendantes trop souvent portée par les femmes.

Sur les Hautes-Pyrénées, le COLLECTIF DROITS DES FEMMES 65 exige :

La création de nouvelles structures dans ces deux secteurs.

Le COLLECTIF DROITS DES FEMMES 65 publiera les réponses des candidats aux législatives sur son site, car nos luttes sont des conditions indispensables pour l'émancipation des femmes et des peuples. Nous devons toutes et tous rester solidaires, vigilantes et combatives pour renforcer nos acquis et obtenir de nouveaux droits.